

CHAPITRE I

Birmanie ou Myanmar : le premier champ de bataille

Un pays commence souvent par un nom. Celui-ci commence par une dispute.

Birmanie. Myanmar. Burma. République de l'Union du Myanmar. Union of Burma. Nom ancien, nom officiel, nom colonial, nom diplomatique, nom militant, nom de presse, nom de chancellerie. La plupart des pays ont des frontières contestées, des mémoires conflictuelles, des héros disputés. Le Myanmar a tout cela, et même son nom se présente déjà comme une embuscade.

C'est rarement bon signe quand un simple mot oblige à sortir les gants.

Nommer ce pays n'est pas une coquetterie linguistique. Ce n'est pas choisir entre deux traductions comme on hésite entre « Londres » et « London », puis on retourne boire son café en se sentant subtilement cosmopolite. Ici, le nom porte une histoire de pouvoir. Il dit quelle autorité on reconnaît, quel passé on active, quel récit on refuse, quelle gêne diplomatique on accepte de laisser visible.

En 1989, le régime militaire change le nom anglais officiel du pays : Burma devient Myanmar. Rangoon devient Yangon. Plusieurs autres noms hérités de la période coloniale sont également modifiés. Présenté comme une décolonisation linguistique, ce changement arrive pourtant après la répression sanglante du soulèvement de 1988 et sous l'autorité d'un pouvoir militaire qui ne tire pas sa légitimité d'un mandat démocratique. Voilà toute l'ambiguïté : le geste peut sembler anticolonial dans la forme, mais il est imposé par un régime qui écrase ses opposants. Jolie torsion. La dictature adore parfois se déguiser en réparatrice de l'histoire ; c'est plus élégant que d'avouer qu'elle repeint la façade pendant que les cellules se remplissent.

Le 18 juin 1989, l'Union of Burma informe les Nations unies qu'elle a changé son nom en Union of Myanmar. En 2011, le nom officiel devient Republic of the Union of Myanmar. Sur le papier international, Myanmar s'installe. L'ONU l'utilise. L'ASEAN aussi. De nombreux États et médias suivent. Mais l'affaire ne se referme pas, parce qu'un nom officiel n'efface pas la question politique qui l'a produit.

Le problème n'est pas seulement le mot. Le problème est la main qui l'a signé.

Pendant longtemps, des opposants démocrates, des militants en exil et certains gouvernements ont continué d'utiliser Burma, ou Birmanie en français, précisément pour ne pas valider un changement imposé par une junte. Les États-Unis conservent encore l'usage officiel de Burma dans leurs pages diplomatiques, même si l'expression Burma/Myanmar apparaît parfois pour permettre l'identification. La France, de son côté, utilise couramment Birmanie dans ses pages officielles de conseils aux voyageurs. Le Royaume-Uni utilise Myanmar dans ses conseils de voyage. Trois usages institutionnels, trois choix, trois façons d'habiter la gêne.

C'est cela qu'il faut comprendre dès le départ : le débat Birmanie/Myanmar n'est pas un simple duel entre ancien et nouveau. Il n'oppose pas proprement un nom colonial sale à un nom national pur. La réalité, comme toujours, a refusé d'être bien rangée. « Burma » vient de l'usage colonial anglais, lié aux Burmans, c'est-à-dire aux Bamar, le groupe ethnique majoritaire. « Myanmar » existe aussi dans l'univers linguistique birman ; il n'a pas été inventé en laboratoire par un général insomniaque entouré de cartes et de mauvaises intentions. Mais sa

promotion internationale en 1989 est bien un acte politique militaire. C'est donc moins le mot lui-même qui est explosif que son moment, son autorité, son usage et ce qu'il prétend résoudre.

Une dictature peut parfois poser une vraie question avec une mauvaise légitimité. C'est même l'un de ses talents les plus toxiques.

Dire « Myanmar » peut signifier: j'utilise le nom reconnu par les Nations unies et par une grande partie de la diplomatie internationale. Dire « Burma » peut signifier: je refuse d'adopter le langage d'un régime militaire. Dire « Birmanie » en français peut être un usage courant, historique, médiatique, administratif ou politique, selon le contexte. Aucun de ces mots n'est innocent dès qu'on sait ce qu'il transporte.

Le piège serait de croire qu'il suffit de choisir le « bon » nom pour être du bon côté de l'histoire. Ce serait confortable. Donc suspect.

On peut dire Myanmar et écrire un livre paresseux qui efface les minorités. On peut dire Birmanie et réduire le pays à une nostalgie coloniale ou à un vieux réflexe militant figé. On peut dire Burma en pensant soutenir les démocrates, tout en oubliant que ce nom lui-même renvoie à l'ethnie majoritaire bamar et ne résout pas la question des peuples non bamars. On peut dire République de l'Union du Myanmar et produire une phrase parfaitement officielle, donc parfaitement capable de cacher les ruines sous le tapis rouge.

Le nom ne sauve rien à lui seul. Il révèle seulement le terrain miné.

Ce terrain commence avec un glissement très simple: confondre le pays avec son peuple majoritaire. Les Bamar, parfois appelés Burmans en anglais, constituent le groupe majoritaire du Myanmar. Leur langue, le birman, est devenue langue nationale dominante. Leur culture, leur histoire politique, leur imaginaire du centre et leur rapport au bouddhisme theravāda ont largement structuré l'État. Mais le pays ne se limite pas aux Bamar. Il comprend aussi des Shan, des Karen, des Kachin, des Chin, des Mon, des Rakhine, des Karenni, des Rohingyas, des Wa, des Pa-O, des Naga, et d'autres communautés dont les existences ne rentrent pas sagement dans les catégories officielles. Les principales minorités ethniques sont notamment situées dans les États périphériques, avec des histoires politiques, linguistiques et religieuses distinctes.

Ce n'est pas un détail de vocabulaire. C'est le cœur du drame.

Un État dominé par un groupe majoritaire peut se raconter comme nation unifiée. Il peut dire « nous » avec assez de force pour que les autres finissent par devenir des notes en bas de page. Il peut présenter la diversité comme une richesse quand il vend le pays, puis comme un problème de sécurité quand cette diversité demande du pouvoir, des droits, de l'autonomie, une mémoire, une citoyenneté pleine. Le Myanmar est souvent présenté comme une mosaïque ethnique. L'expression est jolie. Elle sent la brochure culturelle, les textiles, les danses, les festivals, la diversité pacifiée. Mais une mosaïque n'est pas toujours une harmonie. Parfois, c'est un objet cassé qu'on a recollé de force.

Les noms participent à cette opération. Ils donnent l'impression d'un pays déjà constitué, déjà nommé, déjà stabilisé. Ils font croire que le territoire précède le conflit. Or le Myanmar contemporain est justement travaillé par une question inverse: qui a eu le pouvoir de décider ce

que ce pays devait être, qui devait y appartenir pleinement, qui devait être toléré, surveillé, marginalisé, expulsé ou nié?

Les Rohingyas rendent cette question impossible à éviter. Ils sont souvent décrits par l'État et par une partie des nationalistes birmans comme des étrangers venus du Bangladesh, ou comme des « Bengalis », terme qui sert à les sortir symboliquement du pays avant même de les priver politiquement de droits. Les nommer Rohingyas devient alors un acte politique. Refuser ce nom aussi. Ici encore, le vocabulaire n'est pas un décor : il distribue l'existence. Il décide qui peut dire « je suis d'ici » et qui doit sans cesse prouver qu'il n'est pas une anomalie.

On comprend mieux pourquoi les pouvoirs autoritaires aiment tant contrôler les noms. Nommer, c'est cadrer. Cadrer, c'est gouverner. Un nom officiel ne sert pas seulement à remplir des formulaires, frapper des passeports ou signer des communiqués. Il sert à imposer une version du réel. Il dit : voici le pays tel que l'État le reconnaît. Voici les peuples qu'il accepte de classer. Voici les groupes qu'il refuse de nommer. Voici la capitale légitime. Voici l'histoire autorisée. Voici le vocabulaire compatible avec l'ordre.

Et l'ordre, au Myanmar, a souvent porté l'uniforme.

La junte de 1989 ne se contente donc pas de remplacer Burma par Myanmar. Elle intervient dans un champ déjà blessé : colonialisme britannique, domination du centre bamar, promesses fédérales non tenues, opposition démocratique écrasée, minorités armées, noms de villes, noms de peuples, noms d'appartenance. Elle prétend décoloniser une partie du langage, tout en maintenant un système de pouvoir qui refuse aux citoyens la capacité de choisir leurs dirigeants. C'est l'ironie habituelle des régimes militaires : ils parlent de souveraineté nationale avec la délicatesse d'un homme qui ferme une porte sur les doigts de tout le monde.

Le changement de nom devient alors une vitrine. Et comme toutes les vitrines, il faut regarder ce qu'elle montre, mais surtout ce qu'elle cache.

Elle montre la volonté de se détacher des appellations coloniales anglaises. Elle montre l'ambition d'un État qui veut parler dans ses propres termes. Elle montre une forme de continuité avec des usages birmans antérieurs. Mais elle cache aussi l'absence de consentement démocratique. Elle cache la répression récente. Elle cache la manière dont le pouvoir militaire utilise la question nationale pour se rendre indispensable. Elle cache le fait qu'un pays peut changer de nom sans changer de cage.

Il faut donc refuser deux facilités.

La première consiste à dire : « Myanmar est le nom de la junte, donc il faut toujours dire Birmanie ou Burma. » C'est trop simple. Le terme Myanmar n'est pas seulement une invention militaire, et son usage international est devenu courant. Beaucoup d'habitants, chercheurs, journalistes, organisations et institutions l'utilisent sans soutenir la junte. Le mot n'appartient pas entièrement au régime, même si le régime a pesé lourd dans sa circulation officielle.

La seconde consiste à dire : « Myanmar est le nom officiel, donc le débat est clos. » C'est encore plus commode, donc encore plus dangereux. Un nom officiel peut naître dans une violence politique. Il peut être reconnu par l'ONU et rester contesté dans les mémoires. Il peut

être utilisé pour des raisons pratiques sans dissoudre son histoire. L'officialité n'est pas une absolution. Sinon, toutes les dictatures auraient raison dès qu'elles tamponnent un document.

Ce livre fait donc un choix clair.

Il utilise Myanmar comme nom principal pour désigner l'État contemporain, parce que c'est l'usage international dominant, le nom inscrit dans le titre de l'ouvrage et celui qui permet d'identifier immédiatement le pays dans la plupart des contextes actuels. Il utilise Birmanie lorsque le contexte historique, francophone ou politique l'exige. Il utilise Burma quand il s'agit de parler de l'usage anglophone, notamment chez certains gouvernements, militants, opposants ou organisations. Il distingue les Bamar, groupe ethnique majoritaire, du pays dans son ensemble. Et il refuse de transformer un débat de vocabulaire en substitut à l'analyse.

Ce choix n'est pas neutre. Aucun choix ne l'est vraiment. Mais il peut être honnête.

L'honnêteté consiste ici à reconnaître une chose : on entre dans un pays dont le nom lui-même a été travaillé par la domination, la résistance, la diplomatie, la mémoire coloniale et les fractures internes.

Impossible de comprendre la suite si l'on croit que les mots sont propres. Ils ne le sont pas. Ils ont été utilisés, contestés, imposés, repris, salis, revendiqués. Ils portent des uniformes, des prisons, des communiqués, des exils, des cartes, des pancartes et des silences.

Dans beaucoup de pays, le nom sert à faire tenir ensemble une communauté imaginée. Au Myanmar, il rappelle au contraire que cette communauté est disputée.

Il rappelle que l'union n'a jamais été pleinement réglée. Que la majorité bamar n'est pas le pays entier. Que les frontières héritées de la colonisation n'ont pas suffi à créer un contrat national accepté. Que les minorités n'ont pas seulement demandé une place folklorique dans le décor, mais une reconnaissance politique réelle. Que l'armée s'est présentée comme la seule force capable d'empêcher l'écèlement, tout en nourrissant précisément les conditions de cet écèlement. Vieille magie autoritaire : fabriquer la peur, puis facturer la protection.

Nommer le Myanmar, c'est donc déjà entrer dans sa guerre des récits.

La junte veut un nom qui stabilise son autorité. Les opposants veulent parfois un nom qui refuse cette autorité. Les diplomates cherchent un nom qui permet de parler sans s'embourber dans chaque phrase. Les médias choisissent selon leurs traditions, leurs publics, leurs prudenances. Les chercheurs expliquent, nuancent, précisent, parfois jusqu'à rendre tout le monde légèrement somnolent. Les habitants, eux, vivent avec les conséquences de ces batailles symboliques, mais aussi avec des problèmes plus immédiats : checkpoints, arrestations, inflation, déplacement, accès aux soins, écoles fermées, Internet coupé, proches disparus.

C'est là qu'il faut garder la tête froide.

Le débat sur le nom est essentiel, mais il ne doit pas devenir une boutique de vertu. Le vrai enjeu n'est pas de trouver le mot magique qui donnerait bonne conscience. Le vrai enjeu est de ne pas laisser le mot choisi écraser ce qu'il prétend désigner.

Dire Myanmar ne doit jamais faire oublier les peuples non bamars. Dire Birmanie ne doit jamais figer le pays dans une opposition ancienne à la junte ou dans une mémoire coloniale

francophone. Dire Burma ne doit jamais donner l'illusion qu'un refus linguistique suffit à soutenir concrètement les résistances. Aucun nom n'est assez pur pour porter seul un pays fracturé.

Le premier champ de bataille est donc celui-ci: accepter que le nom ne ferme pas la question. Il l'ouvre.

Il ouvre sur l'histoire coloniale. Sur la domination militaire. Sur la centralité bamar. Sur les périphéries ethniques. Sur les débats diplomatiques. Sur la reconnaissance internationale. Sur les exclusions internes. Sur les Rohingyas. Sur les minorités qui refusent d'être réduites à des costumes de festival. Sur les opposants qui continuent de parler de Burma parce que Myanmar leur rappelle la main de la junte. Sur ceux qui disent Myanmar sans oublier cette main. Sur ceux qui disent Birmanie par usage, par fidélité, par critique ou par habitude.

Le nom n'est pas une porte d'entrée paisible. C'est un seuil piégé.

Et c'est précisément pour cela qu'il fallait commencer ici. Avant les coups d'État, avant les temples, avant les frontières, avant les Rohingyas, avant la Constitution de 2008, avant la guerre civile élargie, il y a cette chose minuscule et énorme: comment appelle-t-on ce pays?

La réponse la plus honnête n'est pas un mot unique.

La réponse est: avec prudence.

Avec mémoire.

Avec conscience du pouvoir contenu dans les syllabes.

Avec le refus de confondre l'État, l'armée, la majorité ethnique et les peuples qui composent réellement le territoire.

Le Myanmar, ou la Birmanie, ou Burma, selon l'endroit depuis lequel on parle, n'est pas seulement un pays aux noms multiples. C'est un pays dont les noms racontent déjà la blessure centrale: qui a le droit de définir le pays, et qui doit vivre à l'intérieur de cette définition?

Voilà pourquoi ce livre commence par le nom.

Parce qu'un régime qui contrôle les mots a déjà posé la main sur la réalité.

Parce que celui qui croit les mots neutres entre dans le pays désarmé.

Et parce qu'au Myanmar, même la première ligne d'une carte peut être une ligne de front.

Ce qui est réel

Les noms coexistent. Myanmar est le nom utilisé par les Nations unies depuis le changement notifié en 1989, puis confirmé dans sa forme actuelle de République de l'Union du Myanmar en 2011. Burma reste employé par certains acteurs, notamment les États-Unis dans leurs pages officielles. Le terme « Birmanie » demeure très présent en français, y compris dans des pages gouvernementales françaises. Cette coexistence n'est pas une erreur: elle reflète la charge politique, historique et diplomatique du nom.

Ce qui est fantasmé

Croire qu'un seul nom résout la question politique est une illusion. Dire Myanmar ne signifie pas automatiquement soutenir la junte. Dire Birmanie ou Burma ne signifie pas automatiquement comprendre les minorités, les résistances ou l'histoire du pays. Le vocabulaire peut signaler une position, mais il ne remplace jamais l'analyse. Le confort moral commence souvent au moment où l'on croit qu'un mot suffit à faire le travail.

Ce qui est dangereux

Le danger principal consiste à confondre le pays avec son groupe majoritaire. Les Bamar ne sont pas le Myanmar entier. La langue birmane, l'histoire du centre et les récits nationaux dominants ne peuvent pas effacer les Shan, Karen, Kachin, Chin, Mon, Rakhine, Karenni, Rohingyas et autres communautés. Dès qu'un pays pluriel est raconté comme s'il n'avait qu'un seul visage, les marges deviennent suspectes. Et quand les marges deviennent suspectes, la répression trouve toujours une justification bien repassée.

Ce qu'il faut vérifier

Dans tout travail sérieux sur ce pays, il faut vérifier l'usage du nom selon le contexte : document diplomatique, source historique, témoignage militant, rapport humanitaire, publication universitaire, média en exil, carte officielle, texte juridique. Il faut aussi dater l'usage. Un texte d'avant 1989, un rapport de l'ONU, une page américaine, un document français ou une source militante ne parlent pas forcément depuis le même endroit politique.

La ligne rouge

Ne jamais réduire le pays aux Birmans majoritaires. Ne jamais traiter les minorités comme une décoration ethnique. Ne jamais utiliser le débat Birmanie/Myanmar pour éviter la vraie question : celle du pouvoir, de l'appartenance, de la citoyenneté, de l'armée et du droit des peuples à exister politiquement sans être avalés par le centre.